

Plan de travail et ressources au titre de la Convention pour 2017-2018

Le tableau 1 présente le plan de travail pour 2017-2018 pour la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et les ressources nécessaires à son exécution. Y sont indiquées les activités auxquelles des fonds devraient être affectés pendant la période biennale compte tenu des contributions annoncées par les Parties à la neuvième réunion de la Conférence des Parties et des autres contributions, financières et en nature, attendues au cours de cette période. Le tableau 2 donne le total des dépenses prévues pour la période biennale, y compris les dépenses au titre du personnel de secrétariat (non prises en compte dans le tableau 1).

Tableau 1
Plan de travail et ressources nécessaires pour 2017-2018

Domaine	Activités, pays chefs de file/pays d'appui, organes ou organisations	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines financées par le budget ordinaire ou des fonds extrabudgétaires (en mois de travail d'administrateur (P) et d'agent des services généraux (G) du secrétariat)	
			P	G
I. Activités de base, notamment celles qui visent à mettre en œuvre la Stratégie à long terme pour la Convention (autres que les activités d'assistance)				
Participation des Parties et des autres parties prenantes	Communication ciblée (diffusion de lettres d'information, de communiqués de presse et de brochures, publication d'informations sur le site Web, promotion d'une formation en ligne sur les accidents industriels et participation à des forums)	15 000		
	Visites de travail et missions de haut niveau dans les États parties	9 000		
	Visites de travail auprès d'autres parties prenantes	6 000		
Total partiel		30 000	5,0	2,0
Échange d'informations	Échange de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les Parties, par exemple au sujet des méthodes d'évaluation des risques ^a	30 000		
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui : à déterminer</i>			
	Activités relatives au guide d'application de la Convention	45 000		
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui : à déterminer</i>			
	Activités relatives au système en ligne pour la communication d'informations sur la mise en œuvre par les pays	20 000		
	<i>Organe d'appui : Groupe de travail de l'application</i>			
	Activités consécutives à l'élaboration d'orientations sur la sécurité et l'aménagement du territoire : établissement de la version définitive des orientations et organisation d'un séminaire consacré à l'échange de données d'expérience, éventuellement sur la base d'études de cas			
	<i>Pays/organisation d'appui : la Belgique (Région flamande) et de l'Union européenne/la Banque européenne d'investissement, éventuellement en coopération avec les parties prenantes à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et à son protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale et avec le Comité du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE</i>	70 000		

Domaine	Activités, pays chefs de file/pays d'appui, organes ou organisations	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines financées par le budget ordinaire ou des fonds extrabudgétaires (en mois de travail d'administrateur (P) et d'agent des services généraux (G) du secrétariat)	
			P	G
	Élaboration de lignes directrices et de règles de bonnes pratiques relatives à la rétention des eaux d'extinction dans le cadre du Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels <i>Pays chef de file</i> : Allemagne	40 000		
	Renforcement des connaissances sur la sécurité industrielle dans les universités (approfondissement des connaissances des étudiants et des enseignants en ce qui concerne la sécurité de la gestion des résidus et examen de la législation en Ukraine) (2017) <i>Pays chef de file</i> : Allemagne	40 000		
	Activités multilatérales visant à améliorer la préparation et la réaction aux accidents industriels, comprenant notamment des activités bilatérales entre l'Arménie et la Géorgie <i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : à déterminer	300 000 (estimation)		
	Deux exercices d'intervention transfrontière supervisés par le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels : l'un exécuté sur l'Oder par la Pologne et l'Allemagne (4 et 5 septembre 2017) ; l'autre mené par la Hongrie et les pays voisins (premier semestre de 2018) <i>Pays chefs de file</i> : Allemagne et Hongrie, agissant conjointement avec les commissions fluviales concernées	200 000 (estimation)		
	Total partiel	745 000	26,5	3,0
Partenariats stratégiques	Coopération avec l'OCDE aux fins de la réduction des risques d'accidents technologiques provoqués par des catastrophes naturelles (NATECH) (organisation d'un atelier de l'OCDE en Allemagne en 2018, dans le cadre du Forum sur les situations d'urgence environnementale ; échange de bonnes pratiques) <i>Organe d'appui</i> : Bureau	5 000		
	Réunions avec les organisations partenaires pour coordonner les activités communes, dont des réunions de coordination interinstitutions	10 000		
	Total partiel	15 000	4,0	1,0

Domaine	Activités, pays chefs de file/pays d'appui, organes ou organisations	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines financées par le budget ordinaire ou des fonds extrabudgétaires (en mois de travail d'administrateur (P) et d'agent des services généraux (G) du secrétariat)	
			P	G
Financement	Réunions de donateurs et visites bilatérales <i>Organe d'appui</i> : Bureau	15 000		
Total partiel		15 000	1,0	0,5
Examen de la Stratégie à long terme	Élaboration d'une stratégie à long terme (à l'horizon 2030) portant notamment sur la communication et l'ouverture de la Convention à des pays extérieurs à la région de la CEE <i>Organe d'appui</i> : Bureau	10 000		
Total partiel		10 000	2,0	0,0
Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts	Dixième réunion de la Conférence des Parties Réunions du Bureau (nombre estimé : 4) Réunions du Groupe de travail de l'application (nombre estimé : 4) Réunions du Groupe de travail du développement de la Convention (aucune réunion prévue pour la période considérée) Réunions du Groupe mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels (nombre estimé : 4)	80 000 20 000 20 000 — 20 000		
Total partiel		140 000	20	5,0
Gestion générale des programmes	Autres activités de secrétariat (gestion des ressources humaines et financières et autres activités de gestion, tâches administratives nécessaires au bon fonctionnement du Groupe de la sécurité industrielle de la CEE et établissement de rapports sur des questions techniques et administratives dans le cadre du secrétariat de la CEE)	—		
Total partiel		—	4,0	1,0
Total de la section I		955 000	62,5	12,5

II. Autres activités, y compris les activités d'assistance aux pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe orientale et du Sud-Est

Programme d'aide ^b	Appui à l'application de la stratégie définie dans le Programme d'aide au moyen de réunions d'experts et de réunions de haut niveau tenues aux échelons national et sous-régional et appui à l'établissement d'auto-évaluations et de plans d'action (à déterminer) <i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : à déterminer ; mais en coopération avec le Centre régional pour l'environnement en Europe centrale et orientale	100 000 (estimation)		
-------------------------------	---	-------------------------	--	--

Domaine	Activités, pays chefs de file/pays d'appui, organes ou organisations	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines financées par le budget ordinaire ou des fonds extrabudgétaires (en mois de travail d'administrateur (P) et d'agent des services généraux (G) du secrétariat)	
			P	G
	Projet visant à améliorer l'application de la Convention et à promouvoir l'adhésion à celle-ci parmi les pays d'Asie centrale, notamment au moyen de l'organisation de séminaires nationaux dans cinq pays en 2017-2018, d'une aide à l'établissement d'auto-évaluations et de plans d'action et de la tenue d'un atelier sous-régional (Kirghizistan, 2018), la fin du projet étant prévue pour 2019	215 000		
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : Fédération de Russie, éventuellement avec le soutien d'autres parties pour les réunions d'experts nationales			
	Activités menées dans le prolongement du projet relatif au delta du Danube pour mettre au point le plan d'urgence commun et faciliter l'élaboration d'un protocole entre les trois pays concernés	200 000 (estimation)		
	<i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : à déterminer			
	Deux missions consultatives	20 000		
	Renforcement des moyens dont les pays d'Europe du Sud-Est disposent pour appliquer les dispositions de l'annexe I modifiée de la Convention au moyen d'un atelier sous-régional sur la gestion des produits chimiques et le recensement et la notification des activités dangereuses organisé en coopération avec des partenaires, notamment la Division des transports de la CEE, responsable du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (Zagreb, février 2017)	100 000		
	<i>Organisation d'appui</i> : l'Instrument d'assistance technique et d'échange d'informations de l'Union européenne (TAIEX) et en coopération avec le Centre régional pour l'environnement en Europe centrale et orientale			

Domaine	Activités, pays chefs de file/pays d'appui, organes ou organisations	Ressources financières extrabudgétaires (en espèces et en nature, en dollars É.-U.)	Ressources humaines financées par le budget ordinaire ou des fonds extrabudgétaires (en mois de travail d'administrateur (P) et d'agent des services généraux (G) du secrétariat)	
			P	G
	Renforcement des moyens dont les pays d'Europe orientale et du Caucase disposent pour appliquer les dispositions de l'annexe I modifiée de la Convention au moyen d'un atelier sous-régional sur la gestion des produits chimiques et le recensement et la notification des activités dangereuses organisé en coopération avec des partenaires, notamment la Division des transports de la CEE, responsable du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (Minsk, avril-mai 2017) <i>Pays chefs de file/pays d'appui</i> : Bélarus, avec l'appui financier de l'Allemagne et de la Norvège	100 000		
Autres activités d'assistance	Activités concernant la gestion des risques dans les installations de gestion des résidus en Géorgie (2017) <i>Pays chef de file</i> : Allemagne	200 000		
	Activités concernant la gestion des risques dans les installations de gestion des résidus dans certains pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe orientale <i>Pays chef de file</i> : à déterminer	200 000 (estimation)		
Activités de sensibilisation et de communication dans d'autres régions	Activités visant à promouvoir et faire mieux connaître la Convention, notamment en dehors de la région de la CEE (production de supports d'information et établissement d'un réseau de contacts) <i>Organes/organisations d'appui</i> : CEE et, éventuellement, d'autres commissions régionales et les pays chefs de file	10 000		
Système de notification des accidents industriels de la CEE	Consultations destinées à permettre aux points de contact d'examiner l'efficacité du Système de notification des accidents industriels de la CEE et les mesures de préparation et d'intervention à prendre en vue de réduire les risques de catastrophe (ces consultations pourraient nécessiter la présence physique des participants, ce qui ferait augmenter le montant des dépenses, qui avoisinerait alors 40 000 dollars) <i>Pays/organisation chef de file</i> : à déterminer	10 000		
Total de la section II		1 155 000	32,5	8,0
Total des activités (sections I et II)		2 110 000	95,0	20,5

Abréviations : G = agent des services généraux ; OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques ; P = administrateur.

^a Si l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques a lieu dans le cadre de la réunion de la Conférence des Parties, ses incidences financières seront moindres.

^b Les activités menées au titre du Programme d'aide sont fonction des demandes. Leur exécution dépend des auto-évaluations, des plans d'action et des propositions de projet présentés par les pays bénéficiaires, ainsi que de la disponibilité des ressources

financières. Le Groupe de travail de l'application évalue le bien-fondé des demandes d'assistance et le Bureau décide de l'opportunité d'approuver telles ou telles activités compte tenu des fonds disponibles.

Tableau 2
Ressources totales pour 2017-2018
(en dollars des États-Unis)

<i>Postes/activités</i>	<i>Activités de base</i>	<i>Autres activités</i>	<i>Total</i>
Activités	955 000	1 155 000	2 110 000
Personnel :			
Administrateurs, BO (activités de base : 21 mois de travail)	^a	—	—
Agents des services généraux, BO (activités de base : 10,5 mois de travail)	^a	—	—
Administrateurs, XB (activités de base : 41,5 mois de travail)	664 000	—	664 000
Agents des services généraux, XB (activités de base : 2 mois de travail)	25 500	—	25 500
Administrateurs, XB (autres activités : 32,5 mois de travail)	—	520 000	520 000
Agents des services généraux, XB (autres activités : 8 mois de travail)	—	102 000	102 000
Total	1 644 500	1 777 000	3 421 500

Abréviations : BO = budget ordinaire ; XB = ressources extrabudgétaires.

Note : Un poste (d'administrateur ou d'agent des services généraux) équivaut à vingt et un mois de travail par période biennale. L'estimation des ressources nécessaires au titre du personnel se fonde sur les taux standards de l'ONU. La mise en œuvre du plan de travail nécessite un financement extrabudgétaire supplémentaire pour couvrir deux postes d'administrateur, voire trois postes d'administrateur et un poste d'assistant programmes de courte durée (agent des services généraux), en fonction des activités du plan de travail autres que les activités de base qui sont financées.

^a Financé par le budget ordinaire de l'ONU.

^a Provided by United Nations regular budget.